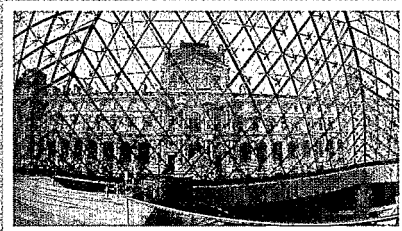


L'ANNÉE FRANCOPHONE INTERNATIONALE

EDITION 1996

ANNÉE FRANCOPHONE INTERNATIONALE 1996



B * 5757

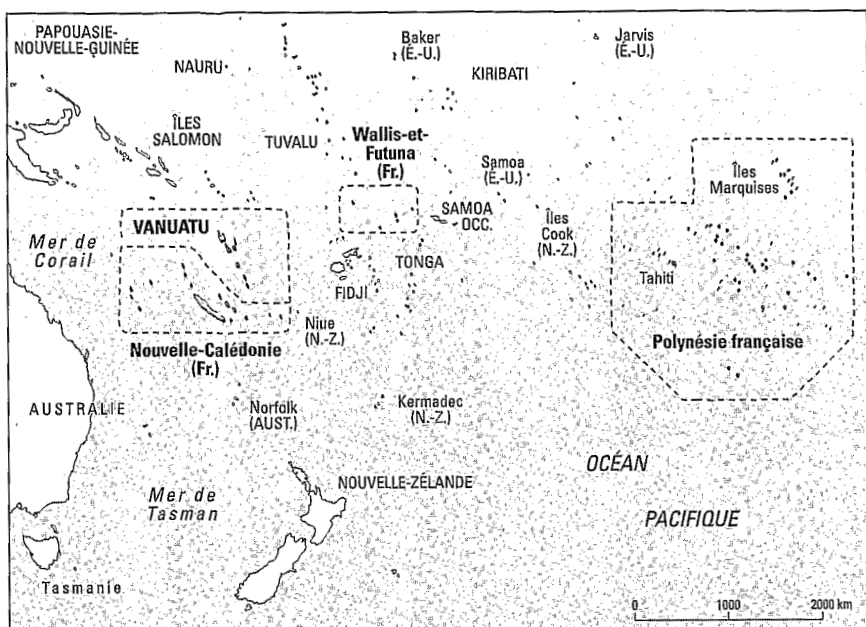


AFI

SOMMAIRE

ÉDITORIAL	M. TÊTU	7
PAYS ET RÉGIONS		
Europe occidentale		
France	A. LE BRAS-CHOPARD et alii ..	13
Communauté Française de Belgique	M. QUAGHEBEUR et alii	35
Suisse	D. JAKUBEC, G. REVAZ et alii ..	49
Luxembourg	F. WILHELM	63
Val d'Aoste	P. LEXERT	69
Europe centrale et orientale		
Roumanie	P. MICLAU et alii	75
Bulgarie	S. ATTANASSOV	82
Pologne	J. KWATERKO	86
Amérique du Nord	F. TÊTU DE LABSADE et alii	89
Caraïbe		
Martinique, Guadeloupe, Guyane ...	R. RELOUZAT et alii	119
Haïti	M. LAROCHE et alii	127
Afrique subsaharienne	D. DE SAIVRE et alii	137
Maghreb	G. DUGAS et alii	171
Proche-Orient	D. COMBE et alii	187
Océan Indien	J.-L. JOUBERT et alii	203
Asie du Sud-Est	A. MURUGAIYAN et alii	213
Pacifique Sud	D. JOUVE et alii	221
Francophonie sans frontières	N. KATTAN et alii	231
IDÉES ET ÉVÉNEMENTS		
Après Cotonou	M. SUDRE et alii	247
Le Sommet de Cotonou	A. SALON, M. TÊTU	250
Les 50 ans de la Banque mondiale ...	T. A. SECK	255
F. Mitterrand et la francophonie	J.-M. LÉGER	259
Cinquantenaire de l'ONU	F. CESTAC	261
Débats francophones sur le droit	É. LE ROY	269
L'année Pasteur	M. SCHWARTZ et alii	275
La chanson	F. BLAIN	281
Cinéma de la francophonie	B. BOUCHER	285
Mondial de la pub	C. COSSETTE	287
ASSOCIATIONS ET INFORMATIONS		
Organisations francophones	P. ALEXANDRE	291
Bibliographie générale		310
Adresses		312
Encart: <i>L'Univers francophone</i> (affiche en fin de volume)		

PACIFIQUE SUD



Parmi tous les groupements insulaires qui composent l'Océanie, quatre sont partiellement francophones : ce sont la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Wallis-et-Futuna ainsi que le Vanuatu.

Les trois premiers archipels sont des territoires d'outre-mer de la France, et le français y est la langue officielle. On y parle également les langues mélanésiennes ou polynésiennes.

Le Vanuatu (autrefois condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides) est indépendant depuis 1980; le français, l'anglais et le bislamar sont les langues officielles de cet État, qui participe aux Sommets de la Francophonie.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande sont deux États indépendants où le français a été pendant longtemps langue seconde. Aujourd'hui, en concurrence, entre autres, avec des langues asiatiques le français est largement enseigné dans le secondaire et à l'université.

On peut consulter :

- B. ANTHEAUME, J. BONNE MAISON, *Atlas des îles et États du Pacifique Sud*, Paris, Reclus/ Publisud, 1988.
- A. BENSEA, *Nouvelle-Calédonie, un paradis dans la tourmente*, Paris, Gallimard, 1990.
- J. CHESNEAUX, N. MACLELLAN, *La France dans le Pacifique. De Bougainville à Moruroa*, Paris, La Découverte, 1992.
- I. CORDONNIER, "La France dans le Pacifique sud", *Politique étrangère*, n° 3, Paris, 1993.

OCÉANIE

	Nouvelle-Calédonie ¹	Polynésie française ¹	Wallis et Futuna ¹	Vanuatu
Nom Officiel				République de Vanuatu
Capitale	Nouméa ²	Papeete ²	Mata-Utu ²	Port-Vila
Superficie(km²)	19 058	3 521	220	14 763
Régime politique	Voir France	Voir France	Voir France	République
Chef d'état	Jacques Chirac	Jacques Chirac	Jacques Chirac	Jean-Marie Leye
Entrée en fonction	17-05-95	17-05-95	17-05-95	02-03-94
Prédécesseur	François Mitterrand ³	François Mitterrand ³	François Mitterrand ³	
Premier ministre	Alain Juppé	Alain Juppé	Alain Juppé	Serge Vohor
Entrée en fonction				21-12-95
Prédécesseur				Maxime Carlot
Langues officielles	français	français	français	anglais, français
Autres langues	langues mélanésiennes wallisiennes, javanais, tahitien	tahitien, marquisien, tuamotuanois, dialectes chinois	wallisien, futunien	bichelamar, langues mélanésiennes
Principales religions	Christianisme (90) animisme (5) islam (4)	Christianisme	Christianisme, animisme	Christianisme, animisme
en % de la population				
Population³	182 200	218 000	14 400	164 100
Moins de 15 ans	32,6%(1989)	36,0 (1988)	41,9 (1990)	44,1 (1989)
Plus de 65 ans	4,5%(1989)	3,1 (1988)	4,9 (1990)	3,6 (1989)
Indice de fécondité	2,4(1993)	3,1 (1992)	4,6 (1990)	5,3 (1989)
Espérance de vie	72 (1993)	70 (1992)	68 (1989)	63 (1990)
Alphabétisation	91	98	50	53
IDH (rang/173)	Voir France	Voir France	Voir France	119
PNB (en millions\$)	Voir France	Voir France	Voir France	185
PNB / habitant	Voir France	Voir France	Voir France	1 230
Monnaie⁴	Franc CFP	Franc CFP	Franc CFP	le vatu
Principales exportations	Nickel, fonte brute, métaux non ferreux,	Perles	Copra, artisanat	Copra, poisson, viande
Principales importations	Produits pétroliers, produits alimentaires, voitures	Produits pétroliers, produits alimentaires, voitures		Produits alimentaires, machineries, équipements de transport
Principaux partenaires commerciaux	France, Japon, États-Unis, Australie	Australie, France, USA, Japon	France	Australie, Japon, Pays-Bas

¹ Territoire français d'outre-mer

² Chef-lieu

³ Estimation au milieu de l'année 1995. Source: Commission du Pacifique Sud

⁴ Valeur au 1^{er} décembre 1995, donnée à titre indicatif seulement

PACIFIQUE SUD

Dominique JOUVE
Université française du Pacifique
François SODTER
Centre ORSTOM de Bondy

Les essais nucléaires français en Polynésie ont retenu l'attention et soulevé diverses protestations en Océanie. Mais il existe une autre réalité et toute une vie culturelle française dans le pacifique.

NOUVELLE-CALÉDONIE

POLITIQUE

La vie politique a été dominée par les trois grandes consultations électorales de l'année. D'abord, à l'occasion de la campagne présidentielle, une grande partie du RPCR avait soutenu la candidature d'Édouard Balladur, tandis qu'un groupe interne au RPCR constituait un comité de soutien à Jacques Chirac. C'est à l'issue du premier tour que le RPCR, sous l'autorité du président de la province Sud, le député Jacques Lafleur, s'est rassemblé autour de la personne et du programme de l'actuel Président de la république. Les résultats globaux de cette consultation nationale semblent montrer cependant une stabilité dans les choix politiques fondamentaux des Calédoniens.

Ensuite, la campagne des élections municipales a mis en lumière un certain nombre de divisions à l'intérieur des partis, tant du côté des loyalistes (problèmes dans la province Nord autour de la non-investiture de Robert Frouin, qui a démissionné du RPCR, tensions au sein du conseil municipal de Nouméa, dans la province Sud) que des indépendantistes, qui ont critiqué la gestion des maires au pouvoir depuis quatre ans. Un parti nouveau, Génération Calédonienne, a attiré un nombre non négligeable de suffrages dans le sud, surtout à Nouméa.

Mais les problèmes majeurs sont apparus lors des élections provinciales, dont l'enjeu était d'importance, puisqu'il s'agissait de mettre en place les institutions qui ont à préparer le référendum de 1998. Les résultats de la

Fonds Documentaire ORSTOM



010005757

Fonds Documentaire ORSTOM
Cote : B* 5757 Ex: 1

consultation ont constitué une nouvelle donnée. En effet, le RPCR a perdu la majorité absolue au Congrès; un nouveau parti loyaliste, Une Nouvelle-Calédonie pour Tous, dont le chef de file est M. Leroux, a fait une entrée remarquée sur la scène politique. Ce parti détient suffisamment de sièges au Congrès du Territoire pour essayer de fonctionner comme un parti charnière, avec lequel il va falloir compter. Génération Calédonienne n'a pas tout à fait confirmé son score des municipales, montrant ainsi qu'il n'est guère implanté pour le moment en brousse. Du côté des indépendantistes, c'est dans la Province des Iles que des alliances, inattendues peut-être, ont été conclues. En effet, le FNLS a perdu la majorité, et Richard Kaloï son fauteuil de président. En s'alliant avec le RPCR en la personne du sénateur S. Loueckotte, Nidoish Nessline est devenu le nouveau président de la province des Iles ; son parti, le LKS, a dû faire face à une contestation de la légitimité de l'élection de la part du FNLS. Pendant quelques jours, la province des Iles a été cadencée, les mairies fermées ; divers mouvements ont agité les trois îles Loyauté, particulièrement Ouvéa, avant que le calme ne revienne. Dans la province Nord, le FNLS devra tenir compte des critiques et des contributions du Palika. Globalement, on peut estimer que les électeurs ont été sensibles aux critiques adressées aux deux piliers de la Nouvelle-Calédonie que sont le RPCR et le FNLS tout spécialement sur les problèmes de gestion et qu'ils ont ainsi adressé un avertissement mesuré, mais réel quant à l'utilisation et à la répartition des fonds publics. Ceci explique que le président de la province des Iles ait ressorti le dossier du ferry Yeiwéné Yeiwéné, véritable serpent de mer de la vie économique et politique de la Nouvelle-Calédonie.

La mise en place des commissions du Congrès, l'élection du président et surtout des vice-présidents ont donné lieu à de vives tensions, prouvant ainsi la difficulté à prendre en compte la nouvelle répartition des sièges. Le fonctionnement du Congrès a été paralysé pendant deux mois, jusqu'à ce qu'un accord soit conclu au début du mois de septembre, confirmant le RPCR et le FNLS dans leur dimension de pères fondateurs des accords de Matignon, appelés à constituer par l'action de la commission consultative un organe très important de gestion et de préparation de la consultation de 1998. Le comité de suivi a pu se réunir à Paris en octobre 1995 (la réunion précédente avait été reportée), et les grands leaders ont rencontré les plus hautes autorités de la République.

Économie et vie sociale

Les résultats économiques de l'année 1995 sont nuancés, avec de bons succès dans le nickel (le projet d'une usine importante en province Sud, à Goro, semble avancer) et dans le bâtiment. En revanche, les perspectives sont moins bonnes du côté du commerce et de l'agriculture. L'industrie du tourisme semble en stagnation, avec la fermeture à la fin de l'année 1995 d'un des plus grands hôtels de Nouméa, L'Île de France. Signalons que le budget du minis-

tère des DOM-TOM est en augmentation. La promesse faite par le ministre J.J. de Peretti de favoriser les logements sociaux (après sa visite étonnante dans un squat de Nouméa) a été tenue dans ce budget.

Tandis que la province Sud essaie de réorganiser le secteur de la santé et de la protection sociale, action commencée depuis au moins deux ans (des problèmes subsistent encore dans la composition de la commission de la santé), la province Nord a vu ses propres réformes dans ce secteur contestées (grèves en octobre et novembre).

La crise institutionnelle des mois de juillet et d'août s'est doublée d'un conflit social qui a couru à bas bruit pendant plusieurs mois, à l'occasion de licenciements dans une petite entreprise, Jama Médical. Une épreuve de force s'est engagée entre le patron de Jama Médical (soutenu par les patrons des PME) et le syndicat USTKE. Occupation de l'entreprise, interventions pour expulser les grévistes des locaux, se sont finalement soldées par une grève générale qui a bloqué pendant plusieurs jours le secteur de Ducos. La ville de Nouméa a été privée d'essence et de gaz. Batailles avec les forces de l'ordre, barricades, pneus brûlés, pillages et dégradations ont rappelé à tous les sombres pages de l'histoire récente de la Nouvelle-Calédonie. Les deux parties ont finalement signé un protocole d'accord. Cela n'a pas mis cependant un terme aux conflits sociaux : les rouleurs ont bloqué l'accès à l'aéroport pendant quelques heures, les employés de la clinique Magnin ont également manifesté leur mécontentement, ainsi que les dockers, sans oublier la mise en liquidation de l'entreprise Mazoyer, qui a amené des licenciements, et enfin les employés du ferry Yeiwéné. Enfin mentionnons que lors du choix des membres du Conseil économique et social, les syndicats USTKE et FO n'ont pas été retenus. Cet épisode provoque des tensions à l'intersection du social et du politique.

Vie culturelle

Alors que l'échéance du référendum de 1998 se rapproche, on voit se multiplier des livres de souvenirs et de témoignages (Ginette Harbulot, Georges Chatenay par exemple) dans lesquels les auteurs interrogent leur passé, leurs parcours et, à leur manière, préparent l'identité calédonienne ou les identités de demain. Un ouvrage collectif *Etre caldoche aujourd'hui*, présente sous forme de dialogues et de recherche les réflexions de jeunes intellectuels et artistes caldoches. L'Agence de développement de la culture Kanak, par ses conférences et ses expositions, par le numéro de *Mwa Vée* sur Mélanésie 2000, cherche aussi à proposer des repères du passé pour envisager l'avenir. L'exposition des photographies de Fritz Sarrazin (1911-1912) est exemplaire de cette démarche: les photographies réalisées au moment où le peuple kanak craignait pour son avenir, quelque temps avant la révolte de 1917, sont commentées par des personnalités du monde

kanak d'aujourd'hui. Ce souci du dialogue et du partage sur un thème aussi fort que «qui sommes-nous ?» est au centre des activités de l'ADCK en cette saison de préfiguration du Centre culturel Jean-Marie Tjibaou. On a pu entendre des groupes de chant traditionnel d'Ouvéa et de Maré à Nouméa, assister aux concerts donnés dans le cadre Ea Kaneka (les dix ans du Kaneka) avec concours entre tous les groupes de Nouvelle-Calédonie. Enfin, la mairie de Nouméa, la province sud, l'ADCK et la Direction des affaires culturelles ont collaboré pour présenter un festival du spectacle appelé Equi-Nox, où pendant une semaine se sont succédés des groupes de danseurs et de chanteurs du Pacifique. Il ne faut pas oublier le festival de danse des Iles Loyauté «Jahnithekeun», fin octobre, moment de pleine expression de la culture kanak. Mentionnons également la publication, par le CTRDP, du dictionnaire drehu-français, rédigé par Sam Léonard, chargé de mission aux langues régionales au vice-rectorat.

Du point de vue éditorial, l'année 1995 est une année abondante. La Société d'études historiques continue d'éditer son bulletin, a édité la thèse déjà ancienne (1981) de Michel Reuillard sur les *Saint-Simoniens et la tentation coloniale* et a également réédité d'une part le seul livre de référence sur *Futuna Futuna, ethnologie et actualité*, par Suzanne Manuau, et d'autre part *Takata d'Aïmos*, de Jean Mariotti. L'Association des amis du livre et de la reliure a sorti une anthologie des oeuvres de ce même écrivain, mort en 1975, dans une édition pour bibliophiles. L'intérêt pour cet écrivain, né en Nouvelle-Calédonie, se manifeste également par la convention signée entre le centre de recherche Transcultures (UFP) et l'Association pour l'édition des oeuvres de Jean Mariotti, afin de procéder à l'étude des manuscrits et la collation des variantes, dans le cadre de l'édition scientifique complète de cet écrivain. Les deux premiers titres sont annoncés pour 1996. Le club des amis de la poésie a donné en novembre la livraison annuelle (toujours soignée, élégante et intéressante) de sa revue *Orphée*.

La maison d'édition dont nous avions signalé la naissance l'an passé, Grain de sable (on trouvera une sélection de ses titres en bibliographie) poursuit ses activités et complète ses collections. Sa directrice, Laurence Vialard, a représenté la Nouvelle-Calédonie au salon du livre de l'outre-mer organisé rue

Oudinot en octobre. Elle en est revenue avec encore plus de dynamisme, souhaitant participer à l'échange par le livre, l'écriture, la création en Nouvelle-Calédonie. Le colloque organisé par l'association CORAIL en novembre 1995, sur le thème *la femme entre tradition et modernité dans le Pacifique*, a contribué aussi à réunir des femmes de toutes conditions, de tous âges, de toutes communautés, dans des ateliers de dialogue où les acteurs sociaux, les associations et les individus ont pu prendre la parole.

La semaine du «Temps des livres» a permis la rencontre du public calédonien avec des hôtes de marque : l'écrivain Daniel Pennac et les créateurs de bande dessinée Willy Lambil, Régis Loisel, André Chéret et Jean-Yves Mitton, en octobre.

Dans les médias, les nouveautés touchent deux secteurs : la télévision, avec un service presque ininterrompu de RFO, qui rediffuse presque en direct un certain nombre de magazines d'information, mais aussi les journaux télévisés de 20 heures. D'autre part, la presse écrite se verra sans doute renouvelée par la création d'un nouveau quotidien, dont la première livraison est prévue en décembre.

On ne saurait oublier les organismes d'enseignement supérieur et de recherche : l'IUFM a fêté cette année ses premières pro-

motions de Capésiens «maison» en Nouvelle-Calédonie. L'université (Centre universitaire de Nouvelle-Calédonie) occupe trois sites distants de quinze kilomètres : Magenta pour les lettres et sciences humaines, Nouville Banian pour les sciences, Nouville Ateliers du Bagne pour le droit. Il y a eu une rentrée solennelle, avec la leçon inaugurale de Guy Agniel, maître de conférences en droit, la soutenance de la première thèse du LERVEM (laboratoire de biologie animale, dirigé par le professeur Chauvet). Les enseignements de troisième cycle vont se renouveler, avec l'antenne du DEA Imago Mundi, lettres, civilisations, voyages, à Nouméa. Enfin, on sait que l'ORSTOM a fêté, cette année, son cinquantième anniversaire; L'ouvrage *Sciences du Sud* fait largement appel aux recherches menées au centre ORSTOM de Nouméa, l'un des plus importants.

L'archéologie en Nouvelle-Calédonie s'est illustrée tout récemment par la découverte de poteries Lapita entières dans la région de Koné. C'est la première fois que des objets de cette période (environ 2500 ans) sont trouvés intacts, et cela permettra l'analyse des fonds qui n'avait jamais pu être faite. Ainsi, en cette année 1995, la Nouvelle-Calédonie retrouve-t-elle son passé et prépare-t-elle l'avenir...

POLYNÉSIE FRANÇAISE

LES ESSAIS NUCLÉAIRES ET LA TENSION SOCIALE

La décision de procéder à une dernière campagne d'essais nucléaires sur les atolls de Mururoa et de Fangataufa, annoncée le 13 juin par le nouveau président de la République française, Jacques Chirac, a attiré l'attention de la plupart des pays du monde vers la Polynésie française. Parmi les nombreux événements qui ont agité le territoire au cours du second semestre 1995 et qui ont été fortement médiatisés, il convient de faire la différence entre ceux qui ont une origine extérieure - il s'agit des actions de toutes sortes menées par des organisations antinucléaires, au premier rang desquelles on trouve Greenpeace-, et ceux qui traduisent les réactions des habitants du pays.

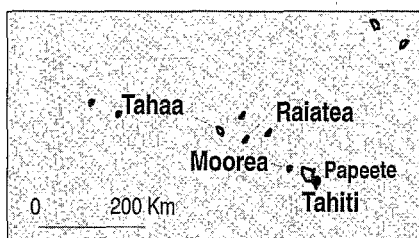
Dès le début de l'année, Tahiti, l'île principale, a connu de graves tensions sociales, révélatrice du malaise profond d'une partie de la société polyné-

sienne. Commencé par une simple grève à la Brasserie de Tahiti à la suite du licenciement de deux employés, le mouvement a duré près de six semaines et ne s'est achevé que lorsque les forces de l'ordre, qui avaient reçu des renforts, ont repris de haute lutte les barrages érigés par les grévistes et les nombreux jeunes désœuvrés qui les avaient rejoint. Ces événements, au cours desquels un drapeau français a été brûlé, sont révélateurs de l'irritation d'une jeunesse nombreuse, en proie à un chômage croissant, qui ne voit guère d'avenir dans les capacités de développement économique du territoire.

En mars, décédait l'explorateur polaire Paul-Émile Victor. Selon ses vœux, son corps a été immergé par la Marine nationale au large de l'île de Bora-Bora où il s'était installé depuis de nombreuses années.

Quelques semaines après les élections présidentielles qui avaient vu le nouveau président de la république obtenir, en Polynésie, au second tour 61% des suffrages exprimés, avaient lieu les élections municipales. Une grande partie des maires sortant ont retrouvé leurs sièges dès le premier tour. Au contraire, à Papeete, le chef lieu du territoire, Jean Juventin, maire de cette commune depuis de très nombreuses années, a été battu à l'issue du second tour par Michel Buillard, membre de la majorité territoriale. Sur l'ensemble du territoire, la coalition Tahoeraa Huiraatira-Ai'a Api, qui détient actuellement la majorité à l'assemblée territoriale a recueilli près de 60% des voix, tandis que, de son côté le principal parti indépendantiste, le Tavini Huiraatira dirigé par Oscar Temaru, en obtenait environ 17%.

Dès l'annonce de la reprise des essais, des manifestations antinucléaires étaient organisées par des organisations et des partis locaux. Fin juin, l'une d'elle, organisée autour du parti indépendantiste Tavini Huiraatira a réuni entre 7 000 et 10 000 personnes au moment où l'un des bateaux de Greenpeace, le Rainbow Warrior 2, arrivait à Tahiti.



Les actions de protestation contre les essais se sont ensuite déplacées en mer vers les sites d'expérimentation. La Marine nationale a fait échec aux tentatives menées par la flottille de Greenpeace et les bateaux qui l'avaient rejointe pour prendre pied sur les atolls de Mururoa et de Fangataufa.

A Tahiti même, les tentatives des militants antinucléaires polynésiens pour perturber la cérémonie d'ouverture des dixièmes Jeux du Pacifique sud ont échoué. Ces Jeux, qui se sont tenus du 12 au 28 août, ont regroupé les sportifs de treize pays et territoires de la région. Seuls quatre pays parmi les dix-sept annoncés ont fait défection.

Les manifestations antinucléaires qui avaient repris dans les tous derniers jours d'août, se sont transformées en véritable émeute le 6 septembre, au lendemain du premier des essais nucléaires français. L'aéroport international de Tahiti-Faaa a été saccagé et en partie brûlé, entraînant sa fermeture provisoire. Ensuite le centre de la ville de Papeete a été la cible des manifes

tants qui ont incendié un certain nombre de magasins et d'immeubles. Ces émeutes, qui rappellent celles qui s'étaient déjà produites en septembre 1987 à Papeete, ne doivent pas être attribuées au seul sentiment antinucléaire. Elles sont aussi, et peut-être surtout, une conséquence du profond malaise dans lequel se trouvent de nombreux polynésiens et surtout les plus jeunes. Après la manifestation de plusieurs milliers de personnes pour protester contre les émeutes et la violence, le 9 septembre, le calme est progressivement revenu dans l'île.

Fin septembre, les forces de l'ordre présentes à Tahiti ont été renforcées largement et le second essai qui a eu lieu le 1er octobre n'a été suivi d'aucun incident. Il en a été de même pour les trois essais suivant. Le cinquième essai a été réalisé le 27 décembre.

Une semaine avant, le gouvernement français avait présenté à l'assemblée nationale un projet de loi organique visant à modifier profondément le statut politique de la Polynésie française et à lui accorder une grande autonomie au sein de la république afin de permettre au territoire de mieux conduire les profondes transformations économiques et sociales qui doivent suivre l'arrêt prochain des essais nucléaires et la fermeture du Centre d'Expérimentation du Pacifique.

LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DANS LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER FRANÇAIS

Comme l'ensemble des citoyens français, les électeurs des trois territoires d'outre-mer du Pacifique ont participé à la désignation du président de la république en mai 1995. Neuf candidats se sont présentés au premier tour, le 23 avril.

Ayant la majorité dès le premier tour en Polynésie française, le nouveau président de la République, Jacques Chirac, l'a emporté au second tour dans chacun des trois territoires.

En Nouvelle-Calédonie

Le score atteint par Jacques Chirac au premier tour a constitué un sérieux avertissement pour Jacques Lafleur, dirigeant RPCR et député RPR. Ce dernier, en délicatesse avec le maire de Paris depuis la signature des Accords de Matignon en 1988, avait en effet personnellement appelé à voter pour Édouard Balladur tout laissant certains de ses proches soutenir Jacques Chirac.

En Polynésie française

Le soutien apporté par le président du gouvernement local, Gaston Flosse, à Jacques Chirac a porté ses fruits dès le premier tour. La gauche a reperdu l'électorat qu'elle s'était acquis lors des présidentielles pré-

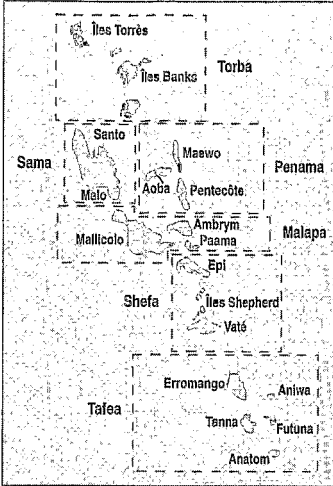
cédente. Au premier tour, Lionel Jospin optient 30 points de moins que François Mitterrand en 1988. Il faut noter un fort taux d'abstention aux deux tours.

À Wallis et Futuna

Lionel Jospin a obtenu dès le premier tour un résultat sans précédent dans cet archipel pour un candidat de gauche, tandis que les candidats de la droite classique perdaient plus de vingt-cinq points par rapport à 1988. Cette avancée de la gauche à Wallis et Futuna, qui s'est accentuée au second tour, confirme une évolution des comportements électoraux, observée depuis plusieurs années et qui traduit, sans doute, l'émergence de nouvelles générations moins influencées par le poids de la coutume

VANUATU

La vie politique de Vanuatu aura été dominée en 1995 par les tensions entre le gouvernement de Maxime Carlot et le président de la république, Jean-Marie Leye. Ces tensions ont conduit Jean-Marie Leye à dissoudre le Parlement le 4 octobre. Lors des élections législatives, le 30 novembre, l'United



Depuis mai 1994, six provinces ont remplacé les onze anciennes régions

Front (UF) de Donald Kalpokas à majorité anglophone, a obtenu 20 sièges sur 50, soit 5 de plus qu'aux élections précédentes. L'Union des partis modérés (UPM), principalement francophone, le suit avec 17 siège tandis que le parti de Walter Lini, le Parti national unifié (NUP), surtout anglophone, remporte 9 sièges. Les petits partis et les indépendants obtiennent 4 sièges.

Les semaines suivantes ont été le témoin de tractations entre les partis, dans un climat de tension, où circulaient même des rumeurs de coup d'état. Au projet de coalition FU-UPM a succédé un projet UPM-NUP. C'est ce dernier qui a finalement abouti et a conduit le 21 décembre à l'élection de Serge Vohor, appartenant à l'UPM, comme premier ministre. Ce francophone succède au francophone Maxime Carlot, qui pour sa

part été élu président du Parlement. Il s'agit du deuxième gouvernement mené par un francophone depuis l'accession de l'archipel à l'indépendance.

PLURALISME LINGUISTIQUE

Le pluralisme linguistique du Vanouatou (ou Vanuatu) est un problème à plusieurs étages. Dans le domaine de l'enseignement, puisque les langues d'enseignement sont l'anglais et le français, on trouve un double système d'enseignement qui rencontre des difficultés spécifiques. Les langues mélanésiennes (souvent la langue maternelle des enfants) ne sont pas enseignées dans l'enseignement public ; la langue de communication est le bichelamar, et l'anglais académique se trouve dans le continuum créole, avec bien sûr une maîtrise inégale de l'écrit. Pour illustrer d'une anecdote cette situation, notons que lors de l'inauguration de l'exposition *Sculptures sur fougères d'Ambrym et de Malicolo* organisée par le Service culturel de l'ambassade de France à Port-Vila, les chefs coutumiers se sont exprimés en bichelamar, mais avec des différences considérables quant à

la compréhension que les anglophones pouvaient en avoir. Le ministre de la Culture, après avoir annoncé son intention de parler en bichelamar a prononcé son discours en anglais non créolisé ! C'est là encore parce que l'appropriation des langues va bien au-delà de simples problèmes d'apprentissage et renvoie à l'identité nationale et à des stratégies personnelles et collectives face au plurilinguisme. Sur les problèmes de scolarisation des jeunes enfants, Sabine Ehrhart, lauréate d'une bourse d'excellence de l'AUPEF-UREF en 1995, a fait une étude et donné un rapport de recherche sur *Le français langue seconde dans les écoles maternelles et primaires de la République de Vanuatu*, qui contient outre une analyse de la situation socio linguistique réelle dans quelques écoles de quelques îles, des propositions pédagogiques pour un meilleur apprentissage de la langue d'enseignement qu'est le français.

La coopération culturelle et linguistique entre la France et le Vanuatu (ou Vanouatou) se déploie dans plusieurs secteurs, avec les activités traditionnelles de l'Alliance française (chorale, ciné-club, bibliothèque, conférences, concours de bandes dessinées, de photos, de scénarios, etc), et le soutien des actions menées par l'Université française du Pacifique, l'Institut universitaire de formation des maîtres, et l'Institut territorial de formation des maîtres, tous sis à Nouméa, avec le Centre supérieur de formation francophone, le Centre de formation des enseignants de base et globalement le ministère de l'Éducation du Vanouatou (ou Vanuatu).

On a déjà signalé le rôle éminent de Guy Agniel, ancien secrétaire général de la Province des Îles en Nouvelle-Calédonie, actuellement maître de conférences en droit à l'UFP dans la rédaction de la loi de dé-

centralisation des provinces et les stage de formation des secrétaires généraux à Nouméa. Mais l'institution la plus originale de ce pays, quant à la situation linguistique, est le médiateur.

Le médiateur, inspiré de l'ombudsman des pays scandinaves, a ici des pouvoirs et des compétences plus larges. Outre son rôle d'enquête sur «tout agissement de tout fonctionnaire ou autorité publique», y compris les ministres, le médiateur doit veiller au respect du plurilinguisme constitutionnel de la République : c'est l'article 62 de la constitution. Le médiateur agit sur plainte, mais peut enquêter de sa propre initiative et possède le pouvoir de traduire un fonctionnaire ou une administration en justice. Chaque année, le médiateur «présente au Parlement un rapport spécial sur le respect du pluralisme linguistique et sur les mesures susceptibles d'assurer ce respect».

BIBLIOGRAPHIE

- Etre caldoche aujourd'hui*, ouvrage collectif, éditions Ile de Lumière, décembre 1994.
- Portraits kanak* Fritz Sarraasin, 1911-1912, *Paroles kanak* 1995, catalogue de l'exposition organisée au Musée Territorial de Nouvelle-Calédonie, du 12 juillet au 31 août 1995, dans le cadre de la Saison de Préfiguration du Centre Culturel Jean-Marie Tjibaou. Agence de Développement de la Culture Kanak, 1995.
- CORAIL, Actes du 8^e colloque, *Parole, Symbole, Communication*, sous la direction de Frédéric Angleviel, L'Harmattan, 1995.
- BAUDOUX Georges, *Kaavo, Histoire canaque*, éditions Grain de Sable, avril 1995.
- BRAUQUIER Louis, *Je connais des îles lointaines*, éditions La Table ronde, Décembre 1994.
- BOGLIOLO François, *Gare l'areu, Sur les traces biographiques de Jean Mariotti*, éditions Grain de Sable, Juin 1995.
- CHATENAY Georges, *Itinéraire d'un enfant de Thio, ou le Défi Calédonien*, Editions Globasia, 1995.
- FOUGERE Eric, *Soleils amers, Fragments insulaires*, éditions Grain de Sable, avril 1995.
- HARBULOT Ginette, *La lune ne nous quitte pas pour toujours*, IRN, 1995. LAFLEUR, Michel, *Lettre à la lune*, IRN, 1995. MARIOTTI, Jean, *Takata d'Aimos*, SEHNC, 1995 (réédition, texte de 1930).
- PICAZO Antoine, *L'Odyssée de James Cook en Nouvelle-Calédonie*, éditions Grain de Sable, 1995.
- REUILLARD Michel, *Les Saint-Simoniens et la tentation coloniale*, Editions l'Harmattan, 1995, (version remaniée d'une thèse de doctorat soutenue en 1981 à Aix-en-Provence).
- Père ROUGEYRON Hippolyte Bonou, *Chef de la tribu de Pouébo*, (avec une préface de François Bogliolo), éditions Grain de Sable, 1995.
- TJIBAOU Jean-Marie et MISSOTTE Philippe, *La case et le Sapin*, éditions Grain de Sable, 1995.
- TOUYA Jacques, *Les Lettres de mon lagon*, 1995
- SAM Drilè Léonard, *Dictionnaire "drehu- Français"*, CTRDP, 1995.
- SYLVANO Bernard, *La nuit du margouillat*, éditions Barney, 1995.
- VIGNOLLES Nicolas, *Les regrets*, Editions SCPI, décembre 1994.
- Signalons la parution de *Nouvelle-Calédonie terre de recherches, bibliographie analytique des thèses et mémoires* publié par l'Association pour la diffusion des thèses sur le Pacifique francophone, Thèse-Pac, en 1995, qui constitue un outil bibliographique non négligeable, mais dont il faut reconnaître qu'il n'est ni complet, ni analytique.

BON DE COMMANDE

Je désire commander

L'Année francophone internationale

Veuillez m'expédier _____ exemplaire(s) de l'édition 1996 de la revue;
_____ exemplaire(s) des prochaines éditions.

Nom : _____

Fonction : _____

Adresse : _____

Province / État : _____ Pays : _____

Code postal : _____

J'accepte les modalités mentionnées ci-dessous.

Signature : _____ Date : _____

Modalités

- Les commandes permanentes sont acceptées pour une période de trois ans et payables d'avance.
- Les diffuseurs de la revue doivent être informés par écrit en cas de changement d'adresse, de modification dans le nombre d'exemplaires requis ou d'annulation de la commande.
- Un avis de renouvellement accompagnera la dernière livraison.

TARIF

Canada et États-Unis

Le numéro: 18 \$ (canadiens ou américains)

+ frais de port: 5 \$ (Canada ou États-Unis)
6 \$ (ailleurs)

+ taxes (s'il y a lieu)

Hors Canada et États-Unis

Le numéro: 95 FF

+ frais de port: 20 FF

ADRESSER LE BON DE COMMANDE À :

Agence générale de promotion du livre (AGPL)

2280, chemin Sainte-Foy,
bureau 400

Sainte-Foy (Québec)

Canada G1V 1S8

Téléphone: (418) 688-802

Fax : (418) 652-3498

AFI - CIDEF

Faculté des Lettres

Université Laval

Québec (Québec)

G1K 7P4

Canada

Téléphone : (418) 656-5772

Fax : (418) 656-2991

Internet : AFI@fl.ulaval.ca

La Documentation française

29, quai Voltaire

75344 Paris, cedex 07

France

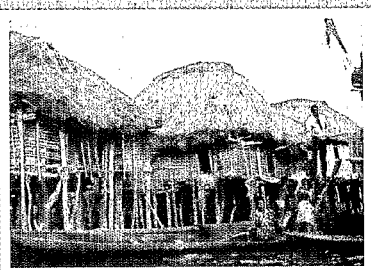
Téléphone: 40 15 71 05

Télécopieur: 40 15 72 30

Télex: 215-666

Voici la revue souhaitée par tous ceux qui s'intéressent à la francophonie et ne peuvent malheureusement se tenir au courant de ce qui se passe dans chacun des pays dits «francophones» à l'échelle de la planète.

À défaut d'un relevé exhaustif, cette revue présente les grands événements et les grandes tendances de l'année, propose un tour d'horizon de l'ensemble des pays et des régions, signale les congrès et les colloques, relève les adresses, statistiques et ouvrages utiles. Regroupant des auteurs dont l'expérience et la compétence ne sont plus à démontrer, elle se veut un reflet fidèle de la francophonie.



ISBN 2-7804636-1-2



9 782980463617

Diffusion :
pour le Canada et les États-Unis
Agence générale de promotion du livre, Québec
hors Canada et États-Unis
La Documentation française, Paris

18 \$ 95 FF

LA REVUE DE LA FRANCOPHONIE INTERNATIONALE